




## VILLE DE TOURNON-SUR-RHÔNE

### SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

### ZONAGE PLUVIAL

	<b>SIEGE</b>	<b>IMPLANTATION REGIONALE</b>
	<b>Groupe MERLIN</b> 6, Rue Grolée 69289 LYON Cédex 02 <b>Téléphone</b> : 04-72-32-56-00 <b>Télécopie</b> : 04-78-38-37-85	<b>CABINET MERLIN</b> 124, Av. de la Libération 26 000 VALENCE <b>Téléphone</b> : 04-75-44-39-92 <b>Télécopie</b> : 04-75-41-62-99

GROUPE MERLIN/Réf doc : 163102-108-ETU-ME-3-001

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	M.CHAUVET	R.GARCIA	12-06- 2017	Emission

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>NOM ET ADRESSE DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT PLUVIAL .....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>CADRE REGLEMENTAIRE .....</b>	<b>6</b>
4.1	OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	6
4.2	CONDITIONS GENERALES DE L'ENQUETE PUBLIQUE .....	7
4.3	DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	7
4.3.1	DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR OU D'UNE COMMISSION D'ENQUETE.....	7
4.3.2	DUREE DE L'ENQUETE.....	7
4.3.3	CAS DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE.....	7
4.3.4	ORGANISATION DE L'ENQUETE .....	8
4.3.5	JOURS ET HEURES DE L'ENQUETE .....	8
4.3.6	PUBLICITE DE L'ENQUETE.....	9
4.3.7	OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC .....	9
4.3.8	COMMUNICATION DE DOCUMENTS A LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	9
4.3.9	VISITE DES LIEUX PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	9
4.3.10	AUDITION DE PERSONNES PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR .....	10
4.3.11	REUNION D'INFORMATION ET D'ECHANGE AVEC LE PUBLIC.....	10
4.3.12	CLOTURE DE L'ENQUETE.....	10
4.3.13	RAPPORT ET CONCLUSIONS.....	10
4.4	APPROBATION DU ZONAGE PLUVIAL.....	11
<b>5</b>	<b>NOTICE DU ZONAGE PLUVIAL DE LA COMMUNE DE TOURNON SUR RHONE .....</b>	<b>12</b>
5.1	DONNEES DE BASE .....	12
5.1.1	LE SCOT.....	12
5.1.2	LE PLU.....	12
5.1.3	LE PPRNI DU BASSIN DE TOURNON SUR RHONE.....	12
5.1.4	CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE A L'ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES.....	13
5.1.5	CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE AU MILIEU NATUREL.....	14
5.1.5.1	ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF) .....	14
5.1.5.2	ZONES NATURA 2000 .....	15
5.1.6	SDAGE RHONE-MEDITERRANEE 2016-2021.....	15
5.1.6.1	PRESENTATION DU SDAGE .....	15
5.1.6.2	DISPOSITIONS A PRENDRE EN COMPTE DANS LE CADRE DE NOTRE ETUDE.....	16
5.1.6.3	SAGE.....	17
5.1.7	POPULATION.....	17
5.2	ETAT DE L'ASSAINISSEMENT PLUVIAL .....	17
5.3	PRINCIPES DU ZONAGE PLUVIAL.....	19
5.4	REGLEMENT PLUVIAL .....	22
5.4.1	ASPECTS JURIDIQUES.....	22
5.4.2	DESTINATION DES EAUX PLUVIALES.....	22
5.4.3	OPERATIONS D'AMENAGEMENT AU SENS DU CODE DE L'URBANISME.....	23
5.4.4	DROIT D'ANTERIORITE.....	23
5.4.4.1	ANTERIORITE DES OPERATIONS D'AMENAGEMENTS .....	23
5.4.4.2	ANTERIORITE DES OUVRAGES DE RETENTION PREEXISTANTS .....	23
5.4.4.3	ANTERIORITE DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES DANS LE CADRE DE PROJETS D'EXTENSION 23	
5.4.5	TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES .....	24
5.4.6	ZONAGE PLUVIAL .....	24
5.4.7	PRESENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE .....	25
<b>6</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>26</b>

## 1 CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Le contenu du dossier d'enquête publique est spécifié dans l'article R 123-8 du Code de l'Environnement.

Afin de faciliter la compréhension du dossier d'enquête publique et de juger de sa complétude, le tableau suivant présente l'organisation du dossier par rapport aux éléments demandés par la réglementation.

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE SELON L'ARTICLE R. 123-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	ELEMENTS A RETROUVER DANS LE DOSSIER
<p>1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique ou l'évaluation environnementale et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision d'examen au cas par cas de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement visée au I de l'article L. 122-1 ou au IV de l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 121-12 du code de l'urbanisme.</p> <p>2° En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu.</p> <p>3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.</p> <p>4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme. Dans le cas d'avis très volumineux, une consultation peut en être organisée par voie électronique dans les locaux de consultation du dossier.</p> <p>5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou de la concertation définie à l'article L. 121-16, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.</p> <p>6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de l'article L. 214-3, des articles L. 341-10 et L. 411-2 (4°) du code de l'environnement, ou des articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier.</p>	<p>Le zonage pluvial fait l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas pour la réalisation d'une évaluation environnementale auprès de la DREAL.</p>

## **2 NOM ET ADRESSE DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT PLUVIAL**

---

### **IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT PLUVIAL**

#### **COMMUNE DE TOURNON SUR RHONE**

Représentée par Monsieur le Maire,

#### **COORDONNÉES**

Mairie

Place Auguste Faure, BP 92, 07301 Tournon-sur-Rhône,

Téléphone : 04 75 07 83 83

Mail : maire@ville-tournon.com

**A TOURNON SUR RHONE, le**

Signature du demandeur

### 3 AVANT-PROPOS

---

Dans le cadre de l'étude du schéma de gestion des eaux pluviales de Tournon sur Rhône, la commune s'est engagée dans une démarche d'élaboration de son zonage pluvial.

Ce rapport présente le zonage tel qu'il a été retenu par la commune, en justifiant le choix au regard des équipements existants ou prévus, des enjeux et des orientations d'urbanisme affichées au Plan Local d'Urbanisme.

Ce document constitue le rapport du dossier présenté au commissaire enquêteur.

La commune étant en procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, le présent zonage d'assainissement des eaux pluviales pourra être :

- ✓ soit intégré dans les annexes du PLU suite à l'enquête PLU, si le PLU n'a pas encore été approuvé ;
- ✓ soit intégré dans le PLU après approbation dans le cadre d'une procédure de mise à jour.

**L'intérêt principal de la mise en place d'un tel document est de ne pas dégrader la situation actuelle de transfert des eaux pluviales dans les zones où des projets présentant une surface < 1ha vont être implantés, et sur tous les secteurs en aval de ces projets.** Les projets de surface > 1 ha sont, quant à eux, soumis à déclaration / autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau.

## 4 CADRE REGLEMENTAIRE

---

### 4.1 OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales stipule que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique [...]* » :

- ✓ 3° *Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- ✓ 4° *Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

Par ailleurs, l'article R.2224-8 du Code général des collectivités territoriales stipule que « *l'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L.2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement* ».

En outre, l'article R.2224-9 du Code général des collectivités territoriales précise que « *le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé* ».

En outre, l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales stipule que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique [...]* » :

- ✓ 1° *Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- ✓ 2° *Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif [...]* »

Au regard de l'article L.123-6 du Code de l'environnement, les deux enquêtes peuvent faire l'objet d'une enquête unique : « *Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L.123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par le présent chapitre, dès lors que les autorités compétentes désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête.*

*Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du projet, plan ou programme.*

*Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. »*

## **4.2 CONDITIONS GENERALES DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

L'enquête publique est ouverte et organisée par la commune de Tournon sur Rhône et se déroule dans les conditions prévues par les articles L.123-1 à L.123-19 et L.126-1 ainsi que les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

## **4.3 DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **4.3.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR OU D'UNE COMMISSION D'ENQUETE**

Le maire de la commune saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête, le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité, et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président. Il nomme également un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête qui remplace le titulaire en cas d'empêchement et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Dès la désignation du ou des commissaires enquêteurs, le maire de la commune adresse à chacun d'entre eux, suppléant(s) compris, une copie du dossier complet soumis à enquête publique et, lorsqu'il est disponible sous cette forme, une copie numérique de ce dossier.

### **4.3.2 DUREE DE L'ENQUETE**

La durée de l'enquête publique est fixée par le maire de la commune. Cette durée ne peut être inférieure à trente jours et ne peut excéder deux mois, sauf pour les cas de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire (articles R.123-22 et R.123-23).

### **4.3.3 CAS DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE**

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises, et une note de présentation non technique du projet.

La durée de l'enquête unique ne peut être inférieure à la durée minimale la plus longue prévue par l'une des réglementations.

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique, d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Le maire de la commune adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, au président du tribunal administratif et aux maîtres d'ouvrage du projet.

#### **4.3.4 ORGANISATION DE L'ENQUETE**

Le maire de la commune précise par arrêté, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête :

1. L'objet de l'enquête, notamment les caractéristiques principales du projet, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée ;
2. La ou les décisions pouvant être adoptée(s) au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
3. Le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête, et de leurs suppléants ;
4. Les lieux, ainsi que les jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet ; en cas de pluralité de lieux d'enquête, l'arrêté désigne parmi eux le siège de l'enquête, où toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête ;
5. Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;
6. Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
7. La durée et les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;
8. L'existence d'une évaluation environnementale, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et du lieu où ces documents peuvent être consultés ;
9. L'existence de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles L.122-1 et L.122-7 du présent code ou de l'article L.121-12 du Code de l'urbanisme, et le lieu où il peut être consulté ;
10. L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;
11. L'identité de la ou des personnes responsables du projet ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;
12. Le cas échéant, l'adresse du site internet sur lequel des informations relatives à l'enquête pourront être consultées, ou les moyens offerts au public de communiquer ses observations par voie électronique.

#### **4.3.5 JOURS ET HEURES DE L'ENQUETE**

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter un exemplaire du dossier et présenter ses observations, sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.



#### **4.3.6 PUBLICITE DE L'ENQUETE**

Un avis portant les indications mentionnées à l'article R.123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés.

Le maire de la commune désigne les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé. Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis d'enquête est également publié sur le site internet de la mairie, lorsque celle-ci en dispose.

#### **4.3.7 OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC**

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier.

Les observations, propositions et contre-propositions peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête au siège de l'enquête, et le cas échéant, selon les moyens de communication électronique indiqués dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

En outre, les observations écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R.123-9 à R.123-11.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

#### **4.3.8 COMMUNICATION DE DOCUMENTS A LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L.123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

#### **4.3.9 VISITE DES LIEUX PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

#### **4.3.10 AUDITION DE PERSONNES PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Dans les conditions prévues à l'article L.123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête dans son rapport.

#### **4.3.11 REUNION D'INFORMATION ET D'ECHANGE AVEC LE PUBLIC**

Lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet si qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

#### **4.3.12 CLOTURE DE L'ENQUETE**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

#### **4.3.13 RAPPORT ET CONCLUSIONS**

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le maire de la commune, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées au maire et au président du tribunal administratif dans un délai d'un mois.

Le maire de la commune adresse, dès leur réception, copies du rapport et des conclusions au responsable du projet.

Copies du rapport et des conclusions sont également adressées à la préfecture du département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Lorsqu'elle a publié l'avis d'ouverture de l'enquête sur son site internet, la commune publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

## **4.4 APPROBATION DU ZONAGE PLUVIAL**

L'approbation du zonage comporte les étapes suivantes :

- ✓ Examen des conclusions du commissaire enquêteur ;
- ✓ Mises à jour éventuelles du projet de zonage et approbation par chacune des assemblées délibérantes compétentes (dans le cas d'une modification, une nouvelle enquête publique s'avère nécessaire) ;
- ✓ Publicité des délibérations correspondantes ;
- ✓ Contrôle de légalité du Préfet.

## 5 NOTICE DU ZONAGE PLUVIAL DE LA COMMUNE DE TOURNON SUR RHONE

---

### 5.1 DONNEES DE BASE

#### 5.1.1 LE SCOT

La commune Tournon-sur-Rhône fait partie du SCOT du Grand Rovaltain Drôme-Ardèche. Le projet a été arrêté en octobre 2016.

Ce document ne fixe aucune mesure concernant la gestion des eaux pluviales.

#### 5.1.2 LE PLU

Le Plan local d'urbanisme de Tournon-sur-Rhône a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2012. Une procédure de prescription a été ouverte le 24 septembre 2015 en vue de réviser ce document d'urbanisme.

##### **Dispositions concernant les rejets pluviaux indiqués dans le PLU du 13 décembre 2012 :**

Elles sont les suivantes :

« Lorsqu'il existe un réseau susceptible de recevoir les eaux pluviales, leur rejet n'est pas accepté sur la voie publique (chaussée, caniveaux, fossés, ...). Les réseaux internes aux opérations de lotissements, ZAC, doivent obligatoirement être de type séparatif.

Dans les secteurs non desservis en assainissement pluvial les eaux de ruissellement de la toiture et de la parcelle doivent être soit infiltrées sur la parcelle (le rejet doit être prévu et adapté au milieu récepteur) soit stockées dans des ouvrages de façon à ralentir le rejet dans le milieu. »

Le PLU ne fixe aucune prescriptions concernant les contraintes à respecter pour les rejets pluviaux (débit maximum, occurrence) sur les zones actuelles et sur les nouvelles zones urbanisables.

#### 5.1.3 LE PPRNI DU BASSIN DE TOURNON SUR RHONE

Le PPRNI du bassin de Tournon (arrêté préfectoral de juillet 2008) concerne toutes les limites naturelles de la commune ayant pour frontière soit le Rhône (à l'Est) ou soit le Doux (au Nord, entre Tournon et St Jean de Muzols).

Il est à savoir que le PPRI de Tournon dépend de la qualification des digues de protection existantes. Sur la zone d'étude, la majorité des digues requière de la responsabilité de la CNR et une seule de la commune.

Le PPRNI a sectorisé les zones inondables dans deux catégories :

- Zone R (rouge) : Elle correspond à la bande de sécurité le long de la digue communale qui longe le Rhône, aux zones fortement exposées situées dans le centre urbain et se trouvant dans la zone du Doux
- Zone B (bleu) : Elles sont modérément exposées aux crues du Rhône et du Doux

Les règles d'occupation du sol et de construction fixent 4 objectifs :

- La protection des personnes,
- La protection des biens,
- Le libre écoulement des eaux
- La conservation des champs d'inondation

### **Dispositions concernant les rejets pluviaux communaux.**

Le PPRI ne fixe aucune prescriptions concernant les contraintes à respecter pour les rejets pluviaux et donc pour l'élaboration du zonage pluvial de Tournon.

## **5.1.4 CONTEXTE      REGLEMENTAIRE      LOCAL      SPECIFIQUE      A L'ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES**

Le **règlement du service d'assainissement de la ville de Tournon** a été approuvé le 31 décembre 1979, modifié les 28 juin 1983 et 20 Mai 1984, ainsi qu'en mars 2014. Il définit les relations et les obligations respectives du service et de l'usager ainsi que, entre autre, les conditions de déversement des eaux pluviales.

La Ville a appliqué des mesures excluant les rejets d'eaux pluviales issus des parcelles privées dans le réseau public.

Ces mesures se traduisent pour chaque propriétaire par l'obligation de gérer au niveau de la parcelle les ruissellements générés par l'imperméabilisation des surfaces aménagées (toitures, cours, parkings, chaussées...).

Pour mener à bien cette politique, elle impose des contraintes techniques pour la gestion des Eaux pluviales (cf : ANNEXE 2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES - REGLES APPLICABLES). Leur respect nécessite la mise en place de techniques particulières dites « compensatoires » ou « alternatives » visant :

- ✓ soit à réduire les surfaces imperméabilisées,
- ✓ soit à infiltrer les eaux dans la parcelle,
- ✓ soit à les stocker puis à les restituer de manière différée au réseau public de collecte.

Par ailleurs, la ville fixe des modalités d'application pour l'infiltration et stockage des eaux de pluie :

- ✓ Les eaux pluviales de toitures, non souillées, sont infiltrées directement à l'aide d'un dispositif approprié lorsque les caractéristiques du sol le permettent (perméabilité suffisante, ...).
- ✓ Les eaux issues de parkings et voiries privées doivent subir un traitement préalable à l'infiltration : débouillage ou déshuilage. Cette obligation concerne les parkings supérieurs à 20 places de véhicules légers ou 10 places de poids lourds
- ✓ **Si l'infiltration dans le sol apparait difficile à mettre en œuvre de par la nature du sol ou la configuration du site, les eaux pluviales sont alors stockées dans des dispositifs particuliers (bassin, structure réservoir) puis restituées avec ou sans traitement à débit régulé (20 l/s/hectare aménagé) au réseau de collecte. Ces ouvrages sont dimensionnés de façon à pouvoir contenir un volume correspondant à une pluie d'occurrence décennale de durée égale à une heure.**

## 5.1.5 CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE AU MILIEU NATUREL

### 5.1.5.1 Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

La commune de Tournon ne présente pas d'espaces protégés mais elle possède des espaces inventoriés comme les ZNIEFF : Type I et Type II.

Les ZNIEFF de type I représentent des sites particuliers généralement de taille réduite, inférieure aux ZNIEFF de type II. Ces zones présentent un très fort enjeu de préservation voire de valorisation de milieux naturels.

Quant aux ZNIEFF de type II, ce sont des ensembles géographiques généralement importants qui incluent souvent plusieurs ZNIEFF de type I, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type II fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

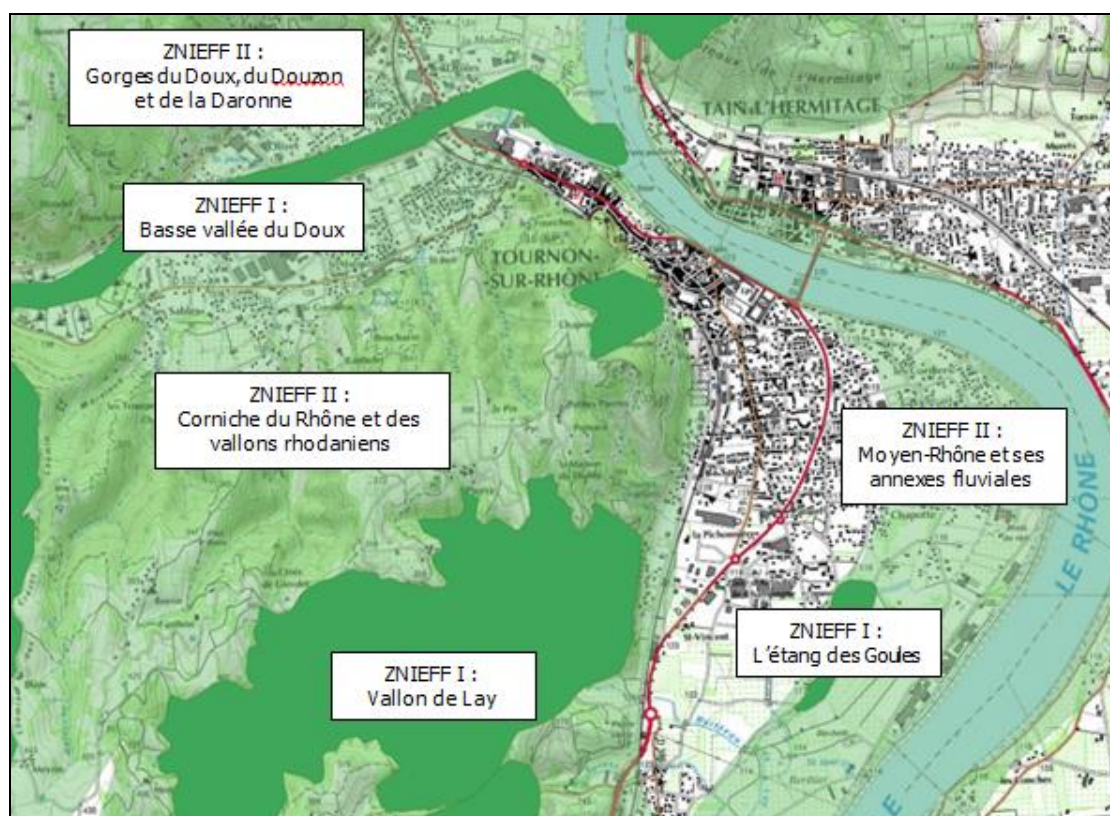


FIGURE 1 : MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

Il est recensé sur la commune trois ZNIEFF de type II, qui englobent des ZNIEFF de type I :

- la ZNIEFF de type II intitulée « **Gorges du Doux, du Duzon et de la Daronne** » qui englobe une ZNIEFF de type I intitulée « **Basse-vallée du Doux** » d'une superficie de 2652 ha. Celle-ci se caractérise par la possibilité pour de nombreuses espèces de poissons présentes dans le Doux et le Duzon de rejoindre le Rhône et inversement. D'autre part les eaux de bonne qualité du Doux permettent d'abriter une faune diversifiée tel que le Cordulie à corps fin, l'Agrion orangé, le Torcol fourmilier...
- la ZNIEFF de type II intitulée « **Corniche du Rhône et ensemble des vallons rhodaniens de Tournon à Valence** » qui englobe trois ZNIEFF de type I. La première intitulée « **Vallon des Aurets** » d'une superficie de 156.6 ha, se caractérise par la présence de la Salamandre tachetée et de la Couleuvre à collier au niveau du ruisseau des Aurets. La deuxième intitulée «

**Vallon de Lay** », d'une superficie de 257.3 ha, abrite une faune riche et diversifiée, avec notamment plusieurs espèces de rapaces tel que la Bondrée apivore, le Milan noir, le Circaète Jean-le-Blanc... Enfin la troisième intitulée « **Coteau de la chapelle à Tournon-sur-Rhône** » d'une surface de 13.5 ha renferme une flore remarquable avec la présence notamment de liliacées protégées en France tel que la Gagée jaune et la Gagée des rochers.

- La ZNIEFF de type II intitulée « **Ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses annexes fluviales** » qui englobe la ZNIEFF de type I intitulée « **Lône des Goules** » d'une superficie de 10.4 ha. Cette zone est riche par ses nombreuses espèces d'oiseaux et de libellules mais aussi par la présence de phragmitaie et de ripisylve constituant ainsi des zones de refuge pour des espèces sensibles aux dérangements.

#### 5.1.5.2 Zones Natura 2000

Le territoire de Tournon ne présente aucune zone Natura 2000.

### 5.1.6 SDAGE RHONE-MEDITERRANEE 2016-2021

#### 5.1.6.1 Présentation du SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification décentralisé instauré par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Il définit, pour une période de 6 ans (2016-2021), les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Rhône-Méditerranée. Il est établi en application de l'article L212-1 du code de l'Environnement.

Le législateur lui a donné une valeur juridique particulière en lien avec les décisions administratives et avec les documents d'aménagement du territoire. Ainsi les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec les dispositions du SDAGE (article L212-1 XI du code de l'Environnement). Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau (police de l'eau et des installations classées par exemple) et aux documents de planification suivants : les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et à défaut les plans locaux d'urbanisme (PLU), les schémas régionaux de carrière et les schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET°.

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée de 2016-2021 et son programme de mesure ont été adoptés le 20 novembre 2015 et a fait l'objet d'un arrêté ministérielle en date du Arrêté du 3 décembre 2015. Ils définissent les masses d'eau naturelles devant atteindre un bon état chimique et écologique et les masses d'eau fortement modifiées devant atteindre un bon potentiel écologique et chimique d'ici 2015, 2021 ou 2027.

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée se décompose en orientations fondamentales numérotées de 0 à 8, toutes ayant un champ d'action large :

- ✓ Orientation 0 : S'adapter aux effets du changement climatique,
- ✓ Orientation 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité,
- ✓ Orientation 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques,
- ✓ Orientation 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement,
- ✓ Orientation 4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau,
- ✓ Orientation 5 : Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par des substances dangereuses et la protection de la santé,

- ✓ Orientation 6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides,
- ✓ Orientation 7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir,
- ✓ Orientation 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du bon fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

#### 5.1.6.2 Dispositions à prendre en compte dans le cadre de notre étude

Les dispositions du SDAGE en lien avec le schéma de gestion sont les suivantes :

- ✓ Disposition 4-09
- ✓ Disposition 5A – 04
- ✓ Disposition 5A – 06
- ✓ Disposition 8 – 05

Parmi ces dispositions, la disposition 5A-04 fixe un objectif de limitation du débit de fuite. Cette disposition est présentée ci-après.

#### **Disposition 5A-04 - Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées**

Environ 22 000 ha de sols ont été artificialisés sur le bassin entre 2000 et 2006. Plus de 80% de ces sols nouvellement artificialisés proviennent de terres agricoles, environ 18% de forêts et milieux semi-naturels et 0,5% de milieux aquatiques. L'imperméabilisation augmente le ruissellement des eaux de pluie au détriment de leur infiltration dans le sol. Les conséquences sur les milieux aquatiques et les activités humaines peuvent alors être importantes : augmentation des volumes d'eaux pluviales ruisselés et de leur charge en polluants, accélération des écoulements en surface, moindre alimentation des nappes souterraines, perturbations des réseaux d'assainissement, augmentation des catastrophes naturelles (inondation, coulée de boue etc.).

**Aussi, le SDAGE fixe trois objectifs généraux :**

- **Limitier l'imperméabilisation nouvelle des sols.**

Cet objectif doit devenir une priorité, notamment pour les documents d'urbanisme lors des réflexions en amont de l'ouverture de zones à l'urbanisation. La limitation de l'imperméabilisation des sols peut prendre essentiellement deux formes : soit une réduction de l'artificialisation, c'est-à-dire du rythme auquel les espaces naturels, agricoles et forestiers sont reconvertis en zones urbanisées, soit l'utilisation des terrains déjà bâtis, par exemple des friches industrielles, pour accueillir de nouveaux projets d'urbanisation.

- **Réduire l'impact des nouveaux aménagements.**

Tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc.). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur (protection de la qualité des eaux souterraines, protection des captages d'eau potable...), à l'exception des dispositifs visant à la rétention des pollutions.

**Par ailleurs, dans les secteurs situés à l'amont de zones à risques naturels importants (inondation, érosion...), il faut prévenir les risques liés à un accroissement de l'imperméabilisation des sols. En ce sens, les nouveaux aménagements concernés doivent limiter leur débit de fuite lors d'une pluie centennale à une valeur de référence à définir en fonction des conditions locales.**

- **Désimperméabiliser l'existant.**

Le SDAGE incite à ce que les documents de planification d'urbanisme (SCoT et PLU) prévoient, en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées. Sous réserve de capacités techniques suffisantes en matière d'infiltration des sols, la surface cumulée des projets de désimperméabilisation visera à atteindre 150% de la nouvelle



surface imperméabilisée suite aux décisions d'ouverture à l'urbanisation prévues dans le document de planification.

La désimperméabilisation visée par le document d'urbanisme a vocation à être mise en œuvre par tout maître d'ouvrage public ou privé qui dispose de surfaces imperméabilisées (voiries, parking, zones d'activités, etc.). Par exemple, dans le cas de projets nouveaux situés sur du foncier déjà imperméabilisé, un objectif plus ambitieux que celui d'une simple transparence hydraulique peut être visé en proposant une meilleure infiltration ou rétention des eaux pluviales par rapport à la situation précédente.

Des règles visant ces trois objectifs et adaptées aux conditions techniques locales (notamment capacité d'infiltration des sols, densité des zones urbaines) sont définies en ce sens par les documents d'urbanisme, les SAGE et les doctrines d'application de la police de l'eau.

### 5.1.6.3 SAGE

Il n'existe pas de SAGE sur la zone d'étude.

### 5.1.7 POPULATION

La population légale de Tournon est de **10 545** habitants (donnée INSEE 2013).

## 5.2 ETAT DE L'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

### 5.2.1 CARACTERISTIQUES

Les réseaux d'assainissement de la ville de Tournon sont composés de réseaux unitaires, séparatifs eaux usées et séparatifs eaux pluviales.

Le système d'assainissement est défini en deux secteurs principaux distincts :

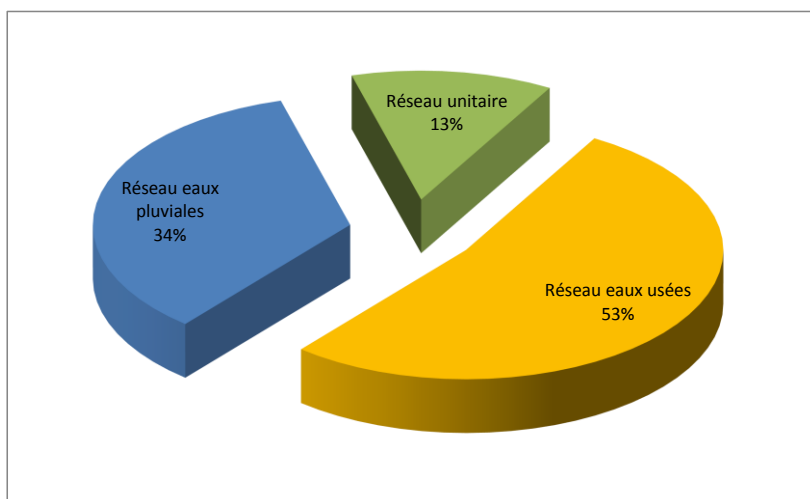
- ✓ Le secteur nord de type unitaire qui dispose d'une trentaine de déversoirs d'orage
- ✓ Le secteur sud de type séparatif.

L'exploitation des réseaux est gérée en régie communale.

A partir du système d'information géographique (SIG), le linéaire de canalisations d'assainissement est estimé à 84 kilomètres, incluant la partie strictement « eaux pluviales ».

Type de réseau	Linéaire en ml
Réseau eaux usées	44 477,7ml
Réseau eaux pluviales	29 177,7ml
Réseau unitaire	10 703,5ml
<b>TOTAL</b>	<b>84 358,9ml</b>

Répartition en % du linéaire des canalisations par nature du réseau



La moitié de ces réseaux est en mode séparatif (collecte des eaux usées seulement).

Le réseau d'eaux pluviales est géré par la mairie de Tournon-sur-Rhône, et le financement d'interventions ou de travaux est rattaché au budget général de la mairie.

Les travaux d'entretien du réseau de collecte et de transfert des eaux usées sont effectués par Eau de Tournon.

Il existe sur le réseau pluvial un certain nombre de puits d'infiltration et de bassins de rétention. Il est aussi recensé plusieurs ouvrages de type piège à gravas et/ou dessableurs.

Il est à noter que plusieurs rejets pluviaux s'effectuent dans un ouvrage de la CNR longeant le Rhône (drain).

### 5.2.2 SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les études préalables à l'élaboration du zonage pluvial, réalisées dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux Pluviales ont eu pour objet :

- ✓ La collecte des données et les visites de terrain sur les zones problématiques vis-à-vis du ruissellement pluvial (Phase 1) ;
- ✓ Le découpage de la commune en bassins versants, et l'élaboration de cartes générales des bassins versants et des réseaux (Phase 1) ;
- ✓ La réalisation d'un modèle numérique des réseaux pluviaux de la commune de Tournon, et la réalisation d'un diagnostic de la réponse hydraulique des réseaux soumis à des pluies rares (Phase 2) ;
- ✓ Les propositions d'aménagements définies afin de résoudre toutes les problématiques de débordement pour les pluies d'occurrence décennale (Phase 3).

Les simulations des pluies rares (1 an, 5 ans et 10 ans) sur le réseau ont abouti aux constats suivants :

- Pour la pluie 1 an :
  - Les mises en charge sont limitées
  - Aucun débordement n'est observé
- Pour la pluie 5 ans :
  - Les mises en charge sont plus importantes ;
  - Les débordements sont limités à certains secteurs, principalement sur le réseau pluvial EP

- Branche Ouest ayant pour exutoire l'étang des Goules : le réseau aval est sous-capacitaire et engendre des points de débordement dans le secteur de l'avenue du 8 mai 1945, le secteur Nord Pichonnière, le secteur de la rue des Luettes et de la rue du 18 juin 1940, ainsi que le secteur du Chemin de Chapotte.
  - Secteur Saint Vincent, point de débordement en amont de la conduite EP DN300 franchissant la Voie Ferrée.
  - Le réseau unitaire UN n'est concerné que par un seul point de débordement Rue du Doux.
- Pour la pluie 10 ans :
- Les dysfonctionnements constatés pour la pluie 5 ans sont amplifiés ;
  - Un seul secteur supplémentaire est concerné par des débordements, il s'agit du secteur nord de l'avenue du 8 mai 1945 (collecteur unitaire insuffisant pour récupérer les eaux venant des ravins des Dardennes et ravin Nord).

Il peut être conclu que :

- ✓ Le réseau unitaire est globalement bien dimensionné pour la pluie décennale ;
- ✓ Le réseau pluvial présente principalement une branche sous-dimensionnée qui engendre quelques débordements pour la pluie décennale par effet de contrainte aval.

Des solutions seront proposées pour améliorer pour la capacité de transit de ce réseau (bassin de stockage et/ou augmentation de la capacité du réseau).

## 5.3 PRINCIPES DU ZONAGE PLUVIAL

Les principes de base pour l'élaboration du zonage pluvial sont les suivants :

- ✓ Le souci de respecter les prescriptions des documents réglementaires applicables sur le territoire de la commune de Tournon, et notamment le PPRI, le SCOT, et le SDAGE Rhône-Méditerranée.
  - ✓ En particulier, le SDAGE comprend la disposition 5A-04 (page 84 du document) : « Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées » relative à l'Orientation Fondamentale n°5 A « Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ».
- La disposition présente 2 types de prescriptions concernant la maîtrise du ruissellement des nouvelles surfaces imperméabilisées :

- La 1<sup>ère</sup> prescription prévoit, de manière générale, « une valeur guide de compensation à 150% du volume généré par la surface nouvellement imperméabilisée pour une pluie de référence d'une occurrence au moins décennale » ;
- La 2<sup>nde</sup> prescription concerne « les secteurs urbains les plus sensibles (problème d'inondation, érosion...) » sur lesquelles elle prévoit de « limiter les débits de fuite jusqu'à une pluie centennale au débit biennal issu du ruissellement sur la surface aménagée avant aménagement ».

De plus, la disposition prescrit de **privilégier l'infiltration** « dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires du secteur ».

Le règlement du zonage s'attachera donc à respecter ces prescriptions et à les adapter de manière concrète et applicable simplement sur la commune de Tournon.

- ✓ Il peut être judicieux de fixer une surface minimum de projet à partir de laquelle les prescriptions de zonage doivent être respectées, pour ne pas bloquer systématiquement les aménagements mineurs ne concernant que quelques mètres carrés de surface. Ainsi, le règlement de zonage s'applique à partir de surfaces imperméabilisées de **20 m<sup>2</sup>**. Pour les

surfaces inférieures, un raccordement direct au réseau pluvial/milieu récepteur peut être autorisé à l'appréciation du service instructeur.

- ✓ Le droit d'antériorité : le zonage pluvial s'appliquera uniquement aux **nouvelles surfaces imperméabilisées** et non aux surfaces déjà imperméabilisées lors de l'entrée en vigueur du présent zonage.
- ✓ En revanche, dans le cadre de l'extension d'un aménagement existant impliquant une surface imperméabilisée supplémentaire supérieure à 100 m<sup>2</sup>, la surface imperméabilisée à prendre en compte pour les calculs des débits de fuite et des volumes de compensation sera celle de **l'ensemble de l'aménagement, y compris les surfaces imperméabilisées antérieures au zonage.**
- ✓ La prise en compte de la situation des projets dans les bassins versants : il est recommandé d'éviter toute interception ou modification d'un axe de ruissellement naturel (talweg). Au cas où l'implantation du projet d'urbanisation entraîne l'interception d'un talweg, les calculs de débits de rejet et de volume de compensation devront prendre en compte la surface du projet et la surface du bassin versant amont intercepté. Ce principe peut avoir de fortes conséquences sur les dimensions des ouvrages de rétention à créer et permet de respecter l'article 640 du code civil.
- ✓ La possibilité que l'ouvrage soit réalisé sur une parcelle proche en cas d'impossibilité sur la parcelle ou d'opportunité de mutualisation ou également d'un point de vue esthétique. Dans tous les cas l'emplacement retenu pour l'ouvrage de rétention devra être situé à l'aval de la zone et recueillir l'ensemble des eaux ruisselées sur la surface du projet. Enfin, s'il s'agit d'un terrain public, le maître d'ouvrage participera au financement de l'ouvrage à la concurrence de l'utilité qu'il en a.
- ✓ Certains terrains non urbanisés, traversés par un talweg, peuvent constituer des zones de débordement permettant l'étalement des ruissellements et tamponnent les débits pluviaux en aval. La création d'ouvrages de rétention est envisagée sur certains des terrains. Leur urbanisation et la mise en place d'ouvrages de transfert des ruissellements entraîneraient une augmentation des débits en aval et une aggravation des dysfonctionnements. Ces terrains seront donc réservés à cet usage dans le zonage pluvial, avec une prescription de non urbanisation.
- ✓ Le rejet des eaux pluviales vers le réseau ou domaine public par poste de relèvement est à éviter même avec un tamponnement des eaux, sauf impossibilité technique. En effet, les postes de pompages sont des équipements vulnérables vis-à-vis des pannes (électriques, mécaniques) en particulier lors des fortes pluies.

Dans ce contexte, le zonage a été élaboré comme suit :

- Le territoire de la commune a été divisé en deux types de zones :
    - ✓ Les zones situées hors zones inondables ou zones d'inondations Zone B (bleue) : le débit de rejet maximum autorisé au domaine public jusqu'à l'occurrence vicennale correspond au débit d'occurrence quinquennale (5 ans) de la surface non imperméabilisée.
    - ✓ Les zones sensibles correspondantes aux zones d'inondations Zone R (rouge) : Elle correspond à la bande de sécurité le long de la digue communale qui longe le Rhône, aux zones fortement exposées situées dans le centre urbain et se trouvant dans la zone du Doux
- La 2<sup>nd</sup>e prescription du SDAGE est appliquée : le débit de rejet maximum autorisé au

domaine public jusqu'à l'occurrence centennale correspond au débit d'occurrence quinquennale (5 ans) de la surface non imperméabilisée.

- Une méthode de calcul pour la rétention a été définie dans le respect des principes précédents, accompagnée d'un outil d'aide au dimensionnement. Afin de simplifier l'utilisation, les débits de rejets autorisés par le zonage pluvial sont traduits par zone en débit (l/s/ha).

Il est également rappelé que ces prescriptions ne se substituent pas aux dispositions de la Loi sur l'Eau, notamment en cas de création de nouveaux rejets pluviaux dans les eaux superficielles ou d'imperméabilisation dépassant les seuils de superficie totale desservie prévus par la législation en vigueur.

## 5.4 REGLEMENT PLUVIAL

### 5.4.1 ASPECTS JURIDIQUES

Tout aménagement ou opération réalisé en matière d'assainissement pluvial doit respecter le régime juridique applicable aux eaux pluviales et notamment :

- Les articles 640 et suivants du Code Civil ;
- Les articles L 214-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- Le décret n°93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration, et le décret n°93-743 du 29 mars modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Notamment, **le présent règlement ne se substitue pas à la loi sur l'eau** précitée, tout nouveau rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles devant faire l'objet d'une procédure :

- De déclaration si la superficie totale du projet est supérieure ou égale à 1 Ha, mais inférieure à 20 Ha ;
- D'autorisation si la superficie totale du projet est supérieure ou égale à 20 Ha ;
- D'autorisation en cas de création d'une zone imperméabilisée de plus de 5 Ha d'un seul tenant (à l'exception des voies publiques affectées à la circulation).

En outre, en termes de gestion quantitative et qualitative des eaux, les aménagements ou opérations en matière d'eaux pluviales se doivent d'être compatibles avec le Schéma Directeur de Gestion et d'Aménagement des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, dont la portée juridique est définie par les articles 3 et 5 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, complétée par la loi n°95-101 du 2 février 1995 sur le renforcement de la protection de l'environnement, le SDAGE ayant été approuvé par arrêté du 20 novembre 2009 par le préfet coordonnateur de bassin avec prise d'effet à compter du 17 décembre 2009.

Finalement, toute activité entrant dans le champ d'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, conformément au décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, devra se conformer à la réglementation en vigueur en matière d'effluents pluviaux avant rejet en milieu naturel ou dans les réseaux de la commune de Tournon.

### 5.4.2 DESTINATION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales doivent être en premier lieu infiltrées dans la parcelle : après un éventuel stockage provisoire pour réguler le débit, les eaux pluviales sont infiltrées sur la parcelle au moyen de dispositifs dimensionnés en fonction de la nature du sol (puits d'infiltration, drains de restitution, fossés, noues, etc.). **Conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée, l'infiltration doit être privilégiée.**

En cas d'impossibilité, les eaux pluviales sont soit :

- ✓ Evacuées dans le réseau public collectant ces eaux, lorsqu'il existe ; dans ce cas, le diamètre de la canalisation de raccordement doit être inférieur au diamètre de la canalisation publique ;
- ✓ Rejetées dans un fossé, lorsqu'il existe ; dans ce cas, le rejet est soumis à l'autorisation du propriétaire ou gestionnaire du fossé ;
- ✓ Rejetées dans les eaux superficielles, dans le respect des procédures d'autorisation et de déclaration prévues par la loi ; dans les parcelles qui bordent une zone inondable, les eaux pluviales sont évacuées à un niveau altimétrique supérieur à la cote des plus hautes eaux ;

Dans ces 3 cas (rejet au domaine public), le débit rejeté doit respecter les débits maximum autorisés selon la zone dans laquelle est situé le projet et le maître d'ouvrage devra fournir les éléments

techniques garantissant le respect du débit, notamment les volumes et caractéristiques des ouvrages de stockage-restitution.

En cas de rejet par infiltration, le maître d'ouvrage devra fournir toutes les justifications techniques permettant de juger de la faisabilité effective du rejet et de son adéquation à son environnement pédologique et hydrogéologique, autant en terme qualitatifs que quantitatifs.

Sauf impossibilité technique, le rejet des eaux pluviales via un poste de refoulement est à éviter. Si aucune autre solution n'est envisageable, le poste est soumis aux contraintes des ouvrages de rejets (débit maximum autorisé et ouvrage de stockage associé).

### **5.4.3 OPERATIONS D'AMENAGEMENT AU SENS DU CODE DE L'URBANISME**

Pour ces opérations d'aménagement (ZAC, AFU, permis groupés, lotissements), les ouvrages de stockage provisoire des eaux pluviales sont obligatoirement **collectifs**.

### **5.4.4 DROIT D'ANTERIORITE**

#### **5.4.4.1 Antériorité des opérations d'aménagements**

Les dispositions du présent règlement ne s'appliquent pas aux opérations d'aménagement (ZAC, AFU, permis groupés, lotissements), qui ont fait l'objet d'un arrêté d'autorisation avant l'entrée en vigueur du zonage pluvial.

#### **5.4.4.2 Antériorité des ouvrages de rétention préexistants**

Lorsque la (les) parcelle(s), sur laquelle (lesquelles) est envisagé un aménagement, est (sont) déjà desservie(s) par un dispositif individuel ou collectif de rétention, aucun dispositif supplémentaire de rétention n'est exigé, sous réserve de justifier que le dispositif de rétention préexistant a été dimensionné en prenant en compte l'imperméabilisation induite par le projet.

A défaut, un dispositif complémentaire est nécessaire pour les surfaces imperméabilisées non prises en compte dans le dimensionnement de l'ouvrage de rétention préexistant.

Le dispositif complémentaire est dimensionné dans les limites de superficies précisées, et en appliquant la méthode de calcul décrite dans le présent règlement.

#### **5.4.4.3 Antériorité des constructions existantes dans le cadre de projets d'extension**

Lorsqu'une construction non équipée d'un ouvrage de rétention préexiste sur le terrain, un dispositif sera exigé si le projet d'extension possède une surface de plus de 20 m<sup>2</sup>. Dans le cas d'une extension de plus de 100 m<sup>2</sup>, le dispositif devra prendre en compte la totalité de la zone aménagée, y compris les surfaces imperméabilisées antérieures à l'entrée en vigueur du zonage pluvial.

## 5.4.5 TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES

Tous les rejets susceptibles d'entraîner des risques particuliers d'entraînement de pollution par lessivage se doivent de respecter les objectifs fixés par la réglementation en vigueur en la matière, et notamment la loi sur l'eau, la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement et le SDAGE Rhône-Méditerranée (et le cas échéant faire l'objet des procédures administratives prévues par la loi).

## 5.4.6 ZONAGE PLUVIAL

En application de l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, un zonage pluvial est institué sur le territoire de la commune de Tournon sur Rhone en vue de la maîtrise, de la collecte et du stockage des eaux pluviales et de ruissellement.

Deux types de zone sont définies, délimitées par la carte de zonage figurant en annexe 1 :

- ✓ **Zone 1 correspondant aux bassins versants sensibles** : le débit de rejet maximum autorisé pour tout projet d'imperméabilisation supérieur à 20 m<sup>2</sup> est fixé à **16 l/s/ha**, valeur basée sur l'analyse des bassins versants non imperméabilisés de la zone d'étude pour une pluie de projet d'occurrence **quinquennale**. La mise en place d'un ouvrage de gestion des eaux pluviales (rétention, infiltration) est obligatoire. L'ouvrage sera dimensionné selon les principes exposés ci-après et permettant de respecter le débit autorisé jusqu'à **l'occurrence centennale**.
- ✓ **Zone 2 correspondant au reste du territoire** : le débit de rejet maximum autorisé pour tout projet d'imperméabilisation supérieur à 20 m<sup>2</sup> est fixé à **16 l/s/ha** valeur basée sur l'analyse des bassins versants non imperméabilisés de la zone d'étude pour une pluie de projet d'occurrence **quinquennale**. La mise en place d'un ouvrage de gestion des eaux pluviales (rétention, infiltration) est obligatoire. L'ouvrage sera dimensionné selon les principes exposés ci-après et permettant de respecter le débit autorisé jusqu'à l'occurrence **vicennale**.

Toutes les eaux ruisselées sur le projet doivent être récupérées à l'aval immédiat de la zone imperméabilisée créée. Pour les projets dont la surface imperméabilisée est inférieure à 20 m<sup>2</sup>, le raccordement au réseau pluvial/milieu récepteur sans système de rétention ou d'infiltration peut être autorisé, à l'appréciation du service instructeur.

Le ruissellement des surfaces périphériques au projet ne doit pas parvenir jusqu'à l'ouvrage. En cas d'impossibilité technique, le dimensionnement doit prendre en compte ce ruissellement supplémentaire.

Il est important de noter qu'un ouvrage de rétention des eaux pluviales n'est pas un « volume » que l'on remplit, un « trou » où l'on déverse des eaux. C'est en premier lieu un ouvrage qui permet de limiter le débit rejeté dans les réseaux aval (régulation) accompagné du volume nécessaire pour stocker temporairement les débits et volumes excédentaires qui arrivent en amont de la régulation. De même, les ouvrages d'infiltration permettent d'éviter ou limiter le rejet des débits pluviaux en aval et sont associés à un volume permettant de stocker temporairement les débits et volumes excédentaires.

Par ailleurs, les ouvrages de rétention peuvent également avoir d'autres vocations, comme par exemple le stockage en fond d'eaux pluviales pour l'arrosage, mais tout en sachant que le mode de fonctionnement et les dimensions minimales pour l'usage « écrêtement pluvial » devront toujours être strictement respectés.

Les ouvrages sont munis d'une surverse de sécurité. Cette surverse n'est sollicitée que lorsque l'ouvrage est plein, à savoir pour un événement supérieur à centennal en zone 1 et vicennal en zone 2. L'ouvrage de surverse doit permettre de diriger les surplus d'eaux pluviales vers l'axe de ruissellement (ou talweg) le plus proche : vallon, caniveau, voirie public...

Le mode de dimensionnement de ces ouvrages est précisé plus loin.



#### **5.4.7 PRESENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE**

La carte de zonage d'assainissement pluvial est jointe en annexe. Cette carte définit les zones de type 1 et 2, sur lesquelles les règles et obligations énoncées par ailleurs s'appliquent.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral.

Il est rappelé que le classement d'une parcelle en zone 1 ou 2 ne peut en aucun cas avoir pour effet de rendre le terrain constructible. Notamment, le zonage pluvial ne remet en cause ni le PPR ni le PLU actuellement en vigueur, dont les cartes sont consultables en mairie.

Il constitue une pièce importante opposable aux tiers. En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme sur la commune tiendra compte de ce plan de zonage pluvial.

---

## 6 ANNEXES

---

### Annexe 1 : Carte de zonage pluvial